

# Chine: situation des Ouïghour-e-s

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 4 octobre 2019

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Questions</b> .....	Fehler! Textmarke nicht definiert.
<b>2</b>	<b>Répression contre les Ouïghours dans le Xinjiang</b> .....	<b>4</b>
2.1	Ordonnances et lois restreignant la pratique de la religion .....	4
2.2	Renforcement des mesures repressives des autorités contre les musulman-e-s, Ouïghours inclus .....	5
2.3	Surveillance et contrôle social.....	7
2.4	Arrestations à grande échelle depuis avril 2017.....	8
2.5	Rééducation dans des camps.....	9
2.6	Endoctrinement des enfants, séparation des familles en tant que mesure de rééducation.....	11
2.7	Endoctrinement et discrimination.....	12
<b>3</b>	<b>Traitement des Ouïghours établis à l'étranger par les autorités chinoises</b> .....	<b>13</b>

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 Question

Les questions suivantes ont été tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. De quelles informations dispose-t-on au sujet de la situation actuelle des Ouïghours en Chine, en particulier dans le Xinjiang?
2. De quelles informations dispose-t-on au sujet du traitement que les autorités chinoises réservent aux Ouïghours vivant à l'étranger ?

Les informations reposent sur une recherche limitée dans le temps (recherche rapide) dans des documents publiquement accessibles actuellement à disposition de l'OSAR, ainsi que sur les renseignements fournis par des personnes de contact expertes de la question.

## 2 Répression contre les Ouïghours dans le Xinjiang

### 2.1 Ordonnances et lois restreignant la pratique de la religion

**Restrictions de la pratique religieuse des musulman-e-s, l'islam pratiquement interdit par la loi.** Selon un rapport récent du *US Department of State* (USDOS) sur la liberté de religion en Chine, le gouvernement se réfère toujours aux « trois maux » que sont « le séparatisme ethnique, l'extrémisme religieux et le terrorisme violent » pour étayer l'adoption et la mise en application de restrictions des pratiques religieuses des musulman-e-s dans le Xinjiang. Les autorités puniraient les élèves et les étudiant-e-s, ainsi que les membres de leurs familles, qui prient, empêcheraient les jeunes de participer à des activités religieuses, y compris le jeûne pendant le Ramadan.<sup>1</sup> Selon un rapport de *Human Rights Watch* (HRW, 9 septembre 2018), ces restrictions vont si loin que l'islam est pratiquement interdit dans le Xinjiang.<sup>2</sup>

**La loi antiterroriste du Xinjiang restreint également la liberté de religion.** La loi antiterroriste de la *région autonome ouïghour du Xinjiang* (XUAR) dans le Nord-ouest de la Chine comporte, selon l'USDOS, les mêmes règles que la loi nationale par rapport à l'« extrémisme religieux ». Elle interdit entre autres le port de longues barbes, le voile intégral, l'extension de la pratique Halal à d'autres domaines que la nourriture, ainsi que l'« ingérence » dans la planification familiale, les mariages, les enterrements et les affaires successorales.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> US Department of State (USDOS), 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 1: [www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/china-includes-tibet-xinjiang-hong-kong-and-macau/](http://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/china-includes-tibet-xinjiang-hong-kong-and-macau/).

<sup>2</sup> Human Rights Watch (HRW), "Eradicating Ideological Viruses": China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims, 9 septembre 2018, p. 4: [www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs](http://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs).

<sup>3</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 61-62.

**Des ordonnances restreignant ou interdisant très largement la pratique de la religion s'appliquent dans le Xinjiang.** Selon l'USDOS, des ordonnances interdisent le voile intégral, l'instruction des enfants à domicile et les « barbes anormales » à Urumqi, la capitale du Xinjiang. Une autre ordonnance, adoptée en 2016 par le *Xinjiang People's Congress Standing Committee*, interdit la pratique de la religion dans les bâtiments du gouvernement, ainsi que le port de vêtements pouvant être mis en lien avec l'« extrémisme religieux ». Les autorités du Xinjiang ont défini comme illégales 26 activités religieuses incluant quelques pratiques de l'islam, du christianisme et du bouddhisme tibétain, dans la mesure où elles n'ont pas été approuvées par le gouvernement. Il est notamment interdit de proposer des cours d'études religieuses et des séances de groupes pour étudier les écrits religieux sans l'autorisation du gouvernement. Toutes les activités religieuses, y compris les prêches, le travail de mission, la conversion et la consécration d'ecclésiastiques, requièrent l'autorisation expresse du gouvernement. Cela concerne aussi l'édition, la traduction, la publication, l'impression, la reproduction, la production, la distribution, la vente et la diffusion d'ouvrages et de produits audiovisuels religieux.<sup>4</sup>

**Les mineur-e-s ont l'interdiction de participer à des activités religieuses.** Dans le Xinjiang, les mineur-e-s sont tenu-e-s, selon l'USDOS, de suivre l'école publique pendant neuf ans. Ils ne doivent recevoir au préalable aucune éducation religieuse extrascolaire. Il leur est également interdit de prendre part à des activités religieuses. Les organisations qui « poussent ou obligent » des mineur-e-s à participer à des activités religieuses sont sanctionnées par des amendes. Selon des reportages, une ordonnance entrée en vigueur en 2016 interdit en outre toute forme d'activité religieuse dans les écoles du Xinjiang. Les parents et les titulaires de l'autorité parentale qui « poussent ou obligent » des mineur-e-s à participer à des activités religieuses peuvent être dénoncés à la police.<sup>5</sup>

**Interdiction des noms à « connotation islamique ».** Les autorités du Xinjiang interdisent toujours, selon l'USDOS, de donner à des enfants des noms à « connotation islamique ».<sup>6</sup>

**Autres ordonnances et directives restreignant les pratiques religieuses des musulman-e-s.** L'USDOS cite des rapports de médias internationaux selon lesquels le gouvernement a édicté une liste de 75 « signes » ou types de comportements qui permettent de déceler un extrémisme religieux et devraient éveiller l'attention des représentant-e-s des autorités. Y figurent notamment le fait de se laisser pousser la barbe, de prier en public hors des mosquées et de s'abstenir de nicotine et d'alcool. Des articles de presse mentionnent en outre que même la façon de se tenir pendant la prière ou une teinture des cheveux au henné sont considérées comme suspectes.<sup>7</sup>

## 2.2 Renforcement des mesures répressives des autorités contre les musulman-e-s, Ouïghours inclus

**Renforcement des mesures répressives contre la population turco-musulmane, Ouïghours inclus, dans le Xinjiang depuis 2016, intensification de la « *Strike Hard Cam-***

<sup>4</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 62-63.

<sup>5</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 63.

<sup>6</sup> Loc. cit..

<sup>7</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 67.

**paign against Violent Terrorism** ». Selon HRW (9 septembre 2018), le gouvernement chinois applique depuis un certain temps déjà des mesures répressives contre la population turco-musulmane du Xinjiang, Ouïghours inclus. Ces mesures auraient été renforcées dans des proportions dramatiques depuis l'arrivée fin 2016 du secrétaire du Parti Chen Quanguo dans le gouvernement régional du Xinjiang. Chen Quanguo était auparavant actif dans la région autonome du *Tibet*. Le nombre de personnes officiellement arrêtées entre le début de la « *Strike Hard Campaign against Violent Terrorism* » en mai 2014 et septembre 2018 aurait triplé par rapport au quinquennat précédent.<sup>8</sup> Selon l'USDOS (21 juin 2019), les razzias de police et les restrictions des pratiques islamiques par le gouvernement se poursuivent dans le cadre de cette campagne.<sup>9</sup>

Selon HRW, les autorités justifient le traitement dur de la population du Xinjiang par le besoin de maintenir la stabilité et la sécurité dans le Xinjiang et par le besoin de « frapper » « précisément » et « minutieusement » les personnes qu'elles considèrent comme des terroristes et des extrémistes. Les représentant-e-s des autorités du Xinjiang prétendraient que les « idées problématiques » des musulmans turcs, y compris les dogmes religieux extrêmes de l'avis des autorités, constitueraient la racine du problème. Mais elles critiqueraient aussi une conception de l'identité qui ne correspond pas à celle des Chinois Han, qu'elle soit islamique, turque, ouïghour ou kazakh. Les autorités insisteraient sur le fait qu'il faut « corriger » ou « éradiquer » ces opinions et propensions.<sup>10</sup>

**Les Ouïghours particulièrement dans la ligne de mire des autorités à cause des incidents violents.** Entre 2013 et 2018, on a signalé, selon HRW, une série d'incidents violents attribués à des criminels ouïghours dans le Xinjiang et d'autres parties de Chine. Les rapports ont également fait état de combattants ouïghours qui se seraient ralliés à des groupes extrémistes à l'étranger. Le gouvernement aurait imposé aux Ouïghours des restrictions nettement plus strictes qu'aux autres minorités.<sup>11</sup>

**Restrictions de la liberté de mouvement en Chine et à l'étranger.** Les habitant-e-s turco-musulmans du Xinjiang sont exposés, selon HRW, à des restrictions de la liberté de mouvement qui vont de l'assignation à résidence à l'interdiction de quitter le pays, en passant par l'interdiction de quitter leur région.<sup>12</sup> L'USDOS rapporte, en se référant à HRW, que certaines personnes ont dû demander une autorisation à la police et passer par de nombreux postes de contrôle pour pouvoir se rendre d'une ville à l'autre dans le Xinjiang. Les autorités auraient en outre retiré leur passeport aux habitant-e-s de la région. Des membres des minorités ethniques-religieuses auraient de surcroît signalé un renforcement de la surveillance à l'aéroport, à la gare et aux postes de contrôle routiers.<sup>13</sup>

**Les médias internationaux et les ONG ne mentionnent pas les nombreux cas d'abus et de répression des Ouïghours.** L'USDOS indique que les médias internationaux et les ONG

---

<sup>8</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 1-2.

<sup>9</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 63.

<sup>10</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3.

<sup>11</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3-4.

<sup>12</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 4.

<sup>13</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 75; HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 15, 58, 61-63.

ne mentionnent pas de nombreux cas d'abus et de répression des Ouïghours. Une liste récente et détaillée des incidents ayant eu un retentissement international figure dans le rapport de l'USDOS déjà cité (21 juin 2019).<sup>14</sup>

## 2.3 Surveillance et contrôle social

**Surveillance de grande portée et contrôle social, y compris par les voisins, par ses propres enfants et par les autorités.** D'après l'USDOS, les autorités ont mis en place, en particulier dans le Xinjiang, un large dispositif de mesures de sécurité et de surveillance intrusives, en partie pour obtenir des informations sur l'appartenance et les pratiques religieuses des gens.<sup>15</sup> Selon HRW, le gouvernement chinois a investi ces dernières années d'énormes ressources financières, humaines et techniques dans le contrôle social à l'intérieur du Xinjiang. Les autorités auraient embauché des dizaines de milliers de personnes supplémentaires dans le domaine de la sécurité et érigé de nombreux postes de police et de contrôle dans la région. Elles surveilleraient étroitement les réseaux familiaux et sociaux, afin d'évaluer la fiabilité politique des habitant-e-s. Les gens seraient surveillés par des voisins, par des représentant-e-s des autorités et par de toutes nouvelles technologies.<sup>16</sup> Selon les indications de l'USDOS, les autorités font pression sur les élèves pour qu'ils rapportent les pratiques religieuses de leur famille à leurs enseignant-e-s ; ces derniers relaieraient ensuite les informations à des représentant-e-s des autorités en charge de la sécurité.<sup>17</sup>

**Classement selon des critères de « fiabilité » ; un manque de « fiabilité » peut entraîner une arrestation.** L'USDOS cite un article de l'*Economist* selon lequel les autorités du Xinjiang classent la « fiabilité » des citoyen-ne-s sur la base d'une liste de critères « explicitement racistes » tels que : être âgé de 15 à 55 ans (âge de travailler), d'ethnie ouïghour-e, sans emploi, avoir des connaissances religieuses, prier cinq fois par jour, détenir un passeport, avoir visité l'un des 26 pays jugés critiques par les autorités, avoir dépassé la durée impartie du visa, avoir de la famille à l'étranger, instruire ses enfants à domicile. Toute personne classée comme « indigne de confiance » court le risque d'être arrêtée par les autorités.<sup>18</sup>

**Surveillance à grande échelle avec les toutes nouvelles technologies.** Le gouvernement utilise, selon HRW, de toutes nouvelles technologies de surveillance à grande échelle. Les autorités du Xinjiang ont ainsi organisé des collectes obligatoires de données biométriques de masse telles qu'empreintes vocales et ADN et utilisé l'intelligence artificielle et Big Data pour identifier tous les habitant-e-s du Xinjiang, établir leur profil et permettre de les retrouver. Ces systèmes, conçus comme des « filtres », seraient destinés à identifier les personnes présentant des comportements ou caractéristiques particuliers que les autorités considèrent comme des signes de menace à la domination du parti communiste dans le Xinjiang. Avec ces systèmes, les autorités seraient aussi en mesure d'effectuer des contrôles rigoureux sur la base desquels elles imposent aux gens différentes restrictions en fonction de leur « loyauté » supposée.<sup>19</sup>

---

<sup>14</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 63-76.

<sup>15</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 72.

<sup>16</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3.

<sup>17</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 67.

<sup>18</sup> Loc. cit..

<sup>19</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3.

**Obligation d'installer des logiciels espions sur les téléphones portables.** Selon des informations de HRW citées par l'USDOS, les autorités exigent de tous les habitant-e-s du Xinjiang qu'ils installent sur leurs téléphones portables une application comportant un logiciel espion, car le gouvernement tient pour indispensable le « nettoyage du web » (« *web cleansing* ») pour empêcher l'accès aux informations terroristes. L'application suit les appels, les activités en ligne et l'utilisation des réseaux sociaux. Le refus de l'installer est considéré comme un délit. Dans les lieux publics, des « renifleurs/euses de Wifi » (« *wifi sniffers* ») surveillent tous les appareils du périmètre branchés sur Internet.<sup>20</sup>

## 2.4 Arrestations de masse depuis avril 2017

**Détention préventive, prisons et camps de rééducation politique.** Selon HRW, des personnes sont placées en détention préventive, en prison et dans des camps de rééducation politique. L'existence de ces-derniers ne repose d'ailleurs sur aucune base légale. Les détenu-e-s n'auraient pas droit à un procès équitable ; ils subiraient des tortures et d'autres mauvais traitements. En particulier à Hotan et Kashgar, deux villes de la partie sud du Xinjiang que le gouvernement considère comme des bastions de l'opposition, il n'est pas inhabituel que des Ouïghours affirment avoir la moitié de leur famille au moins répartie entre les camps de rééducation politique, la détention préventive et la prison.<sup>21</sup>

**Depuis avril 2017, entre 800'000 et plus de deux millions de Ouïghours et d'autres musulman-e-s ont été arrêtés dans le Xinjiang et soumis à des tortures et d'autres mauvais traitements à cause de leur religion et de leur appartenance ethnique.** Selon l'USDOS (21 juin 2019), certains médias et ONG estiment entre 800'000 et possiblement jusqu'à plus de deux millions le nombre de Ouïghours et autres musulman-e-s incarcéré-e-s depuis avril 2017 dans les centres de détention nouvellement construits ou transformés du Xinjiang. Ils ou elles seraient « porté-e-s disparu-e-s », soumis à la torture, à des abus physiques et à des détentions extra-judiciaires prolongées en raison de leur religion et de leur appartenance ethnique.<sup>22</sup> En septembre 2018, HRW avait déjà indiqué que le nombre de personnes détenues à ce moment dans les diverses institutions se situait autour d'un million.<sup>23</sup> L'ONG se basait sur les estimations de l'expert *Adrian Zenz*, ainsi que celles des organisations *Chinese Human Rights Defenders* (CHRD) et *Equal Rights Initiative* (ERI) datant respectivement de mai et d'août 2018

En juillet 2019, *Adrian Zenz* a estimé que le nombre des membres des minorités turques principalement (en particulier Ouïghours et Kazakhs) détenus dans différents types de camps de rééducation politique, centres de détention et « camps de formation » atteignait jusqu'à 1.5 million.<sup>24</sup> Selon HRW (15 septembre 2019), environ un million de Turco-musulmans du Xinjiang ont été arbitrairement emprisonnés dans des camps de rééducation politique en

<sup>20</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 72; HRW, *China's Algorithms of Repression: Reverse Engineering a Xinjiang Police Mass Surveillance App*, 1<sup>er</sup> mai 2019, p. 1-5: [www.hrw.org/report/2019/05/01/chinas-algorithms-repression/reverse-engineering-xinjiang-police-mass-surveillance](http://www.hrw.org/report/2019/05/01/chinas-algorithms-repression/reverse-engineering-xinjiang-police-mass-surveillance).

<sup>21</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 2.

<sup>22</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 1.

<sup>23</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 2.

<sup>24</sup> Zenz, Adrian, *Break Their Roots: Evidence for China's Parent-Child Separation Campaign in Xinjiang*, *Journal of Political Risk*, Vol. 7, No 7, juillet 2019: [www.jpolarisk.com/break-their-roots-evidence-for-chinas-parent-child-separation-campaign-in-xinjiang](http://www.jpolarisk.com/break-their-roots-evidence-for-chinas-parent-child-separation-campaign-in-xinjiang).

2017, dans le cadre de la « *Strike Hard Campaign against Violent Terrorism* ». On ignore par ailleurs le nombre de personnes incarcérées dans les centres de détention et les prisons.<sup>25</sup>

**Nette augmentation du nombre de détentions pénales dans le Xinjiang entre 2013 et 2017, les Ouïghours particulièrement touchés.** L'USDOS cite un rapport de l'ONG *China Human Rights Defenders* (CHRD) qui relève, chiffres du gouvernement chinois à l'appui, qu'en 2017, 21 pourcent des incarcérations de droit pénal de toute la Chine avaient eu lieu dans le Xinjiang. Or, la population de ce territoire ne représente même pas deux pourcent de la population chinoise. Le nombre de détentions pénales dans le Xinjiang aurait en outre augmenté de plus de 300 pourcent entre 2013 et 2017 par rapport aux années précédentes. CHRD estime selon l'USDOS que les Ouïghours musulman-e-s sont touché-e-s par les sanctions pénales de façon disproportionnée par rapport à l'ensemble de la population.<sup>26</sup>

**Persécution réfléchie et punition collective, y compris détention.** Selon HRW, le gouvernement incarcère des habitant-e-s du Xinjiang et les soumet à des contrôles plus rigoureux non seulement à cause de leur propre comportement et de leurs opinions personnelles, mais aussi en raison du comportement et des opinions des membres de leur famille. Il s'agirait là d'une forme de punition collective contraire aux droits humains internationaux.<sup>27</sup>

## 2.5 Rééducation dans des camps

**Camps de rééducation politique en application de la loi antiterroriste du Xinjiang.** L'USDOS fait état d'ordonnances d'application de la loi antiterroriste du Xinjiang prévoyant « des centres de formation pour développer des aptitudes professionnelles ». Ces « *vocational skill education training centers* » sont aussi qualifiés par le gouvernement de « centres de formation » (« *education centers* ») et d'« établissement d'éducation et de transformation » (« *education and transformation establishments* »). Ces établissements ont pour mission de dispenser une « formation idéologique anti-extrémiste » (« *to carry out anti-extremist ideological education* »).<sup>28</sup> En 2018, des représentant-e-s des autorités chinoises ont, selon HRW (9 septembre 2018), qualifié les camps d'éducation politique du Xinjiang de « centres d'éducation et de formation professionnelle » (« *vocational education and employment training centers* ») destinés aux « criminels impliqués dans des délits mineurs » (« *criminals involved in minor offenses* »).<sup>29</sup>

**Pas d'observation indépendante possible des camps de rééducation politique.** Selon HRW, les autorités n'autorisent pas d'observation indépendante de ces établissements par les Nations Unies, les organisations de défense des droits de l'homme ou les médias.<sup>30</sup>

**Cas de décès dans les camps révélant des abus physiques et psychiques et de mauvaises conditions de vie dans les camps de rééducation.** HRW rapporte des cas de décès dans les camps de rééducation qui révèlent des abus physiques et psychiques ainsi qu'un

<sup>25</sup> HRW, China: Xinjiang Children Separated from Families, 15 septembre 2019: [www.hrw.org/news/2019/09/15/china-xinjiang-children-separated-families](http://www.hrw.org/news/2019/09/15/china-xinjiang-children-separated-families).

<sup>26</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 68.

<sup>27</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3.

<sup>28</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 62.

<sup>29</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 3.

<sup>30</sup> Loc. cit..

stress causé par de mauvaises conditions, la surpopulation et l'emprisonnement pour une durée indéterminée. Alors que seuls les soins médicaux de base sont disponibles dans les camps de rééducation, des malades et des personnes âgées y seraient aussi détenues. On y trouverait également des enfants, des adolescent-e-s, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes handicapées. D'ancien-ne-s détenu-e-s auraient rapporté des tentatives de suicide et de dures peines en cas de désobéissance.<sup>31</sup>

**Rapports faisant état de prélèvements d'organes de force sur des prisonniers politiques, y compris des Ouïghours.** L'USDOS cite le *Wall Street Journal*, selon lequel les autorités chinoises auraient effectué des prélèvements d'organes forcés sur des prisonniers/ères politiques, y compris des Falun Gong, des Ouïghours, des bouddhistes tibétain-e-s et des chrétien-ne-s « clandestin-ne-s ». L'USDOS se réfère également aux explications fournies en décembre 2018 par un comité d'expert-e-s indépendant de l'ONG *International Coalition to End Transplant Abuse in China* selon lequel il est établi qu'en Chine, on effectue depuis longtemps des prélèvements d'organes sous la contrainte sur un nombre très important de prisonniers/ères politiques.<sup>32</sup>

**Cours de langue et de droit chinois, endoctrinement politique et propagande, « correction psychologique et comportementale » des personnes détenues dans les camps de rééducation politique.** Les personnes détenues dans les camps de rééducation politique sont, selon HRW, soumises pendant des jours, des mois, voire plus d'une année, à un endoctrinement politique. Elles seraient forcées d'apprendre le chinois mandarin, de louer le parti communiste et de s'imprégner de règles qui s'appliquent principalement aux Turco-musulmans. Des détenus ont été informés qu'ils ne pourraient quitter le camp que lorsqu'ils auraient appris plus de 1000 caractères chinois ou qu'ils se seraient révélés d'une autre façon comme de loyaux sujets chinois.<sup>33</sup> Selon l'USDOS, les institutions de ce type organiseraient des cours portant sur la langue nationale commune, les lois et ordonnances, des cours d'aptitudes professionnelles, ainsi qu'une « formation idéologique anti-extrémiste ». Elles corrigeraient en outre la psychologie et le comportement des « apprenants », « afin de favoriser leur transformation idéologique » (« *to carry out psychological and behavioral correction to promote thought transformation of trainees* ») et de les « aider à réintégrer la société et leurs familles. »<sup>34</sup>

**Sanction pour la pratique pacifique de sa propre religion.** Selon HRW, les personnes emprisonnées dans les camps sont punies pour la pratique pacifique de leur religion.<sup>35</sup>

**Étroite surveillance et interdiction de contacter la famille et les amis.** Selon HRW, les gardiens des camps de rééducation politique pratiquent une étroite surveillance et interdisent aux détenus de contacter leur famille et leurs amis.<sup>36</sup>

---

<sup>31</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 2.

<sup>32</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 11.

<sup>33</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 2, 4.

<sup>34</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 62.

<sup>35</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 4.

<sup>36</sup> Loc. cit..

## 2.6 Endoctrinement des enfants, séparation des familles comme mesure de rééducation

**La politique de sécurité du Xinjiang comporte une séparation systématique des parents et un système de garde étatique.** Selon *Adrian Zenz* (juillet 2019), le gouvernement a publié des textes de propagande arguant que les enfants de détenus ont un net avantage à être séparés de leurs parents. Ces derniers, de même que leurs enfants, doivent « apprendre » que les enfants « abandonnés » de parents « qui travaillent » « grandissent heureux sous l'assistance bienveillante du parti et du gouvernement ». Ces mesures de séparation devraient être considérées dans le contexte de la politique de sécurité du Xinjiang : les autorités gouvernementales ont tenté de créer un système de garde immense et complexe permettant de confier à plein temps ou presque des enfants à l'assistance publique dès leur plus jeune âge (il y a des exemples de bébés de quelques mois à peine). Dans quelques régions du Sud du Xinjiang à majorité ouïghour, la fréquentation des crèches et des jardins d'enfants a plus que quadruplé ces dernières années, une augmentation douze fois supérieure à la moyenne nationale.<sup>37</sup>

**Séparation des parents et garde publique à des fins d'endoctrinement, en vue de réduire l'influence parentale et la transmission des pratiques culturelles et religieuses d'une génération à l'autre.** Selon *Adrian Zenz*, les enfants de parents incarcérés sont pris en charge par l'État dans des internats centralisés de haute sécurité, indépendamment du droit de garde les concernant. Dans la mesure où on les sépare de leurs parents, les enfants devraient être endoctrinés dans un environnement confiné. Le gouvernement du Xinjiang a mis cette politique en œuvre dans des délais très courts et avec des systèmes de bases de données numériques très développés. Il y a affecté des budgets à hauteur de plusieurs milliards de dollars US. Cette séparation entre parents et enfants peut revêtir plusieurs formes et degrés, notamment une garde de jour à plein temps pendant les jours ouvrables, une prise en charge pendant des semaines entières et une séparation à plein temps pendant de longues périodes.<sup>38</sup>

Dans la mesure où le système éducatif du Xinjiang prévoit, selon *Adrian Zenz* (juillet 2019), que les enfants dénoncent leurs parents, on peut supposer qu'il réduit considérablement l'influence parentale de façon générale et qu'il coupe la transmission de pratiques culturelles et religieuses d'une génération à l'autre. Suivant la situation, il est fort possible que l'influence parentale soit complètement éliminée.<sup>39</sup>

**Création depuis 2017 de camps de rééducation (« orphelinats », « *Little Angel Schools* ») dans le Xinjiang pour les enfants de musulman-e-s emprisonnés.** L'USDOS rapporte que les autorités du Xinjiang ont ouvert des « centres de bien-être » (« *welfare centers* ») pour la prise en charge publique des orphelins selon un programme adopté en 2017. La source cite un article du *Financial Times* qui livre le témoignage d'un enseignant ayant autrefois travaillé dans des centres de détention. L'enseignant affirme que des enfants de détenus ont été envoyés dans ces centres et qu'il leur serait interdit d'aller à l'école avec des

---

<sup>37</sup> Zenz, Adrian, Break Their Roots, juillet 2019.

<sup>38</sup> Loc. cit..

<sup>39</sup> Loc. cit..

enfants « normaux », car leurs parents ont eu des problèmes politiques. L'article mentionne des dizaines d'« orphelinats » en construction.<sup>40</sup>

D'après d'autres reports cités par l'USDOS, les autorités placent les enfants de détenus dans des « *Little Angel Schools* » entourées de murs surmontés de fil de fer barbelé. Selon plusieurs rapports, des enfants âgés entre six mois et 14 ans y seraient enfermés ; pour des raisons de sécurité, ils ne seraient pas autorisés à quitter ces établissements. L'un des rapports cite une personne employée dans l'un de ces orphelinats situés dans le Sud du Xinjiang. D'après cette source, l'établissement en question serait bondé et les enfants « enfermés comme des animaux en cage ». En raison de la surpopulation, les autorités enverraient en outre les enfants dans d'autres régions de Chine. Les parents une fois libérés n'auraient « pas la possibilité » de chercher leurs enfants dans les orphelinats.<sup>41</sup>

**Enseignement en chinois, propagande.** HRW (15 septembre 2019) rapporte que, selon des médias chinois étatiques et des sites internet gouvernementaux, l'enseignement est dispensé en chinois dans les internats du Xinjiang et que les enfants chantent et dansent sur des chants de propagande.<sup>42</sup>

**Pas d'observateurs neutres des camps d'éducation pour les enfants.** *Adrian Zenz* a rapporté en juillet 2019 qu'une équipe de reporters de l'*Associated Press* avait visité le « *jardin d'enfants de la miséricorde* » (« *Kindness Kindergarten* ») et photographié cet établissement de la ville de Hotan où quatre enfants d'une personne de contact ouïghour avaient été placés. Ils ont immédiatement été encerclés par la police armée qui leur a ordonné d'effacer les photos.<sup>43</sup> HRW ajoute (15 septembre 2019) que les journalistes étrangers qui ont visité le Xinjiang en 2018 et en 2019 n'ont pas pu visiter ou photographier d'écoles.<sup>44</sup>

## 2.7 Endoctrinement et discrimination

**Endoctrinement politique et propagande.** Selon HRW (9 septembre 2018), les habitant-e-s turco-musulman-ne-s du Xinjiang doivent participer chaque semaine, voire quotidiennement, à des appels sous le drapeau chinois, à des rencontres d'endoctrinement politique et parfois aussi à des cours en chinois mandarin.<sup>45</sup>

**Discrimination institutionnalisée des musulman-e-s ouïghours et des bouddhistes tibétain-ne-s dans toute la Chine, forte discrimination sociale des Ouïghours sur le marché du travail et du logement, ainsi que dans l'économie.** Selon l'USDOS, le *Conseil des Relations Internationales* a rapporté que les musulman-e-s ouïghours et les bouddhistes tibétain-ne-s subissent des discriminations institutionnalisées dans toute la Chine, aussi bien à cause de leur croyance religieuse que de leur statut de minorités ethniques dotées de langues et de cultures propres. Selon divers rapports, les musulman-e-s ouïghours aussi bien que les bouddhistes tibétain-ne-s seraient fortement discriminé-e-s par la société sur le marché du

<sup>40</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 69.

<sup>41</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 69.

<sup>42</sup> HRW, China: Xinjiang Children Separated from Families, 15 septembre 2019.

<sup>43</sup> Zenz, Adrian, Break Their Roots, juillet 2019.

<sup>44</sup> HRW, China: Xinjiang Children Separated from Families, 15 septembre 2019.

<sup>45</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 4.

travail et du logement, ainsi que dans l'économie. L'USDOS cite en outre un article du *Guardian* affirmant que les hôteliers/lières peuvent être puni-e-s pour avoir hébergé des Ouïghours. Ils devraient renseigner les autorités de police locales au sujet de leurs hôtes. Les Ouïghours auraient donc de la peine à trouver des chambres d'hôtel.<sup>46</sup>

**Renforcement des tensions dues à la discrimination étatique et aux moins bonnes possibilités économiques pour les Ouïghours.** L'USDOS rapporte que les mesures étatiques qui ont un effet discriminatoire envers les Ouïghours, ainsi que les meilleures possibilités économiques réservées aux Chinois Han, renforcent les tensions entre les Ouïghours d'un côté, les Chinois Han et le gouvernement de l'autre.<sup>47</sup>

### 3 Traitement des Ouïghours établis à l'étranger par les autorités chinoises

**Pression de renvoyer les Ouïghours ; cas d'arrestations après le retour.** Selon HRW, le gouvernement chinois exerce depuis quelques années une pression de plus en plus vive sur les autres gouvernements, afin qu'ils renvoient en Chine les Ouïghours vivant dans leurs pays.<sup>48</sup> L'USDOS le confirme ; le gouvernement aurait en outre arrêté des Ouïghours après leur retour dans le Xinjiang.<sup>49</sup>

**Sanction en cas de contact avec les personnes établies à l'étranger, y compris les membres de leurs familles.** Selon HRW, les habitant-e-s du Xinjiang ont l'interdiction de prendre contact avec les personnes établies à l'étranger. Avoir des liens à l'étranger représente un comportement punissable pour les autorités du Xinjiang ; ces dernières ont particulièrement en point de mire les personnes qui ont des liens dans l'un des 26 pays « délicats ».<sup>50</sup> Selon l'USDOS qui se réfère à HRW, il s'agit des pays suivants : l'Afghanistan, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, la Libye, la Malaisie, le Nigeria, le Pakistan, la Russie, l'Arabie saoudite, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie, le Tadjikistan, la Thaïlande, la Turquie, le Turkménistan, les Émirats arabes unis, l'Ouzbékistan et le Yémen.<sup>51</sup> Selon HRW, les personnes qui ont séjourné dans ces pays, qui y ont de la famille ou qui communiquent avec des gens établis là-bas sont interrogées, arrêtées, voire même portées devant les tribunaux et emprisonnées. HRW cite des personnes de contact affirmant que des liens avec l'étranger, même dans des pays en dehors de cette liste, peuvent aboutir à une arrestation, de même que l'utilisation de WhatsApp ou d'autres logiciels de communication étrangers. C'est pourquoi beaucoup de Ouïghours établis à l'étranger auraient perdu le contact avec leurs proches dans le Xinjiang pendant des mois, voire plus d'une année.<sup>52</sup>

**Pression sur les membres de la famille vivant à l'étranger pour qu'ils reviennent dans le Xinjiang.** HRW a interviewé des Ouïghours établis à l'étranger. Ceux-ci rapportent les

<sup>46</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 2, 34, 35.

<sup>47</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 77.

<sup>48</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 4.

<sup>49</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 1.

<sup>50</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, S. 4.

<sup>51</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 67.

<sup>52</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 4, 5.

propos de membres de leurs familles vivant dans le Xinjiang qui auraient bravé l'interdiction de prendre contact avec eux : les autorités leur auraient ordonné de convaincre leurs proches séjournant à l'étranger de retourner dans le Xinjiang.<sup>53</sup>

**Pression sur les Ouïghours établi-e-s à l'étranger pour qu'ils ou elles collectent des informations sur d'autres Ouïghours.** L'USDOS cite un article du *Wall Street Journal* d'août 2018 selon lequel des fonctionnaires chinois-es auraient chargé des Ouïghours établi-e-s à l'étranger de collecter des informations sur d'autres Ouïghours.<sup>54</sup> Selon des interviews de Ouïghours à l'étranger menées par HRW, des habitant-e-s du Xinjiang seraient mandaté-e-s par les autorités locales pour fournir des informations détaillées sur la vie de leurs proches domicilié-e-s à l'étranger.<sup>55</sup>

**Refus des autorités chinoises de prolonger les passeports des Ouïghours vivant à l'étranger.** L'article du *Wall Street Journal* d'août 2018 cité par l'USDOS précise que plusieurs Ouïghours vivant à l'étranger n'ont pas pu prolonger leurs passeports. Au lieu de cela, on leur a proposé un document de voyage pour un aller simple en Chine sans possibilité de repartir ultérieurement.<sup>56</sup>

**Menace d'arrêter les proches des Ouïghours établi-e-s à l'étranger au cas où ils ou elles y resteraient.** L'article du *Wall Street Journal* d'août 2018 cité par l'USDOS rapporte également que les autorités auraient menacé les Ouïghours vivant à l'étranger d'arrêter des membres de leurs familles resté-e-s dans le Xinjiang si eux-mêmes ne revenaient pas en Chine.<sup>57</sup>

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Chine ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous [www.osar.ch/pays-dorigine](http://www.osar.ch/pays-dorigine).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/newsletter](http://www.osar.ch/newsletter).

<sup>53</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 5.

<sup>54</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 76.

<sup>55</sup> HRW, "Eradicating Ideological Viruses", 9 septembre 2018, p. 5.

<sup>56</sup> USDOS, 2018 Report on International Religious Freedom: China, 21 juin 2019, p. 76.

<sup>57</sup> Loc. cit..